

Seyed Mohammad Tabatabaei

Maître de conférence à l'université Allamah Tabatabaeï,
département des Relations internationales et Etudes régionales*

La diplomatie nucléaire iranienne

Imam Ali : « Les gens sont hostiles à tout ce qu'ils ignorent »

L'hypothèse de la bombe A iranienne est devenue l'axiome d'une problématique simpliste. Elle est l'instrument de toutes les accusations contre l'Iran. L'hypothèse repose sur l'existence d'une animosité entre Téhéran et Washington ou Tel-Aviv qui inciterait l'Iran à se doter de la bombe A. D'où l'équation faussement proposée, si terrifiante : Iran + Nucléaire = Iran + Bombe A ou, plus apocalyptique, Iran + Bombe A = Iran + attaque d'Israël ou des Etats-Unis d'où surgirait une Troisième Guerre mondiale¹. Mais une question se pose d'emblée : l'existence d'une hostilité, comme il s'en rencontre partout, justifie-t-elle d'avancer un préjugé qui conduirait à quelque point de non retour ? Ou encore, dans un climat d'animosité, où le but serait de l'emporter sur ceux qui lui sont hostiles, l'obtention par l'Iran d'une médiocre bombe A ne serait-elle pas, au contraire, un facteur assuré d'auto-destruction, face aux gigantesques arsenaux nucléaires ultra-sophistiqués de ses ennemis ?

A la suite d'une désinformation flagrante, nous sommes face à un scénario préconçu, qui inverse totalement la place des agresseurs et des agressés. Ceux qui possèdent les plus grands arsenaux mondiaux d'armes nucléaires, et qui les ont utilisées, jouant le rôle de l'agressé et celui qui n'en possède aucune et ne le désire pour des raisons de fait et de droit, devant jouer le rôle de l'agresseur ! Celui qui a la bombe A, qui a toujours refusé de signer le TNP et qui ne supporte aucune inspection doit être le procureur d'un accusé qui n'a pas

la bombe, fait partie du TNP et s'est soumis à des inspections inopinées sans répit et interminables de son territoire².

Etant donné que l'enjeu du nucléaire iranien est le thème primordial de notre article, nous élaborerons quatre questions principales, les réponses pourraient en constituer la problématique essentielle, basée sur la logique de « *l'avantage maximal des affinités civiles du nucléaire iranien contre ses affinités militaires.* » D'ailleurs, ne serait-ce pas le quatrième article de la fameuse Convention sur le nucléaire qui prévoit l'aspect civil d'une énergie inépuisable au service de l'humanité³ ?

- Pourquoi l'Iran poursuit-il la recherche et la mise en application de la science électronucléaire ?

- Pourquoi l'Iran insiste-t-il sur sa volonté de développer l'enrichissement de l'uranium ?

- Quelle est la politique iranienne en matière de nucléaire civil ?

- Pourquoi l'Iran ne souhaite-t-il aucune déviation à des fins militaires dans son programme nucléaire ?

Nous répondons en substance que si le nucléaire civil est indispensable pour le développement du pays, une issue militaire qui pourrait en découler, serait nuisible et augmenterait considérablement la vulnérabilité de l'Iran.

Nous posons en règle que Nucléaire civil = Progrès, tandis que Nucléaire militaire = Danger.

La recherche de la science électronucléaire

Le défi énergétique dans les prochaines décennies sera de faire face à un commencement de pénurie des énergies fossiles, de répondre aux besoins croissants en énergie et de réduire les émissions de CO₂. Aussi, la gestion des ressources énergétiques nous paraît-elle plus importante que jamais, quand nous savons que nous allons bientôt connaître le début de l'épuisement définitif des énergies fossiles, le pétrole d'abord⁴, puis le gaz une vingtaine d'années plus tard et le charbon encore quelques dizaines d'années après⁵. Devant ce défi mondial, il ne nous reste qu'à développer les énergies alternatives, tout en tenant compte d'une nouvelle offre en énergie fossile et des efforts pour la maîtrise de la consommation d'énergie⁶. Et, en sachant que les énergies alternati-

La diplomatie nucléaire iranienne

ves qu'il s'agisse du nucléaire ou d'autres énergies renouvelables (hydroélectricité, solaire, éoliennes...), bien qu'insuffisantes dans l'état actuel, ne dégagent pas de gaz à effet de serre, ne seraient-ce pas les hydrocarbures qui menaceraient les équilibres écologiques de notre planète ? La problématique majeure du début du 21^e siècle tourne autour de deux points essentiels : l'épuisement progressif des ressources fossiles et le phénomène d'aggravation de l'effet de serre⁷.

Le nucléaire est de plus en plus considéré comme une alternative inévitable aux ressources énergétiques hydrocarbures : fissile remplace fossile. Il s'agit des réacteurs nucléaires de fission et de la fusion nucléaire. Ces énergies sont quasiment inépuisables et ne dégagent pas de gaz à effet de serre (GES)⁸. Ainsi donc, si, même on ne considère pas le nucléaire comme une « solution unique » pour la crise énergétique, il n'y a pas de « solution sans nucléaire ». Dans un monde en quête de développement durable, il n'y a pas d'autre choix que le développement du nucléaire civil. D'ailleurs, c'est la recommandation de l'article IV du TNP qui prévoit l'avenir avec justesse. Aujourd'hui la science nucléaire, bien qu'elle soit une technologie récente, a ses liaisons et ses effets non seulement dans l'électricité, mais dans 360 disciplines scientifiques. De plus, ayant une nuisance beaucoup moins importante que les hydrocarbures, le nucléaire civil est considéré, après les énergies renouvelables⁹, comme étant meilleure pour l'homme et l'environnement. A ce sujet, l'Académie Française de Médecine a déclaré, en juin 1999, que l'énergie nucléaire est l'une des sources d'énergie qui ont le moins d'impact sur la santé et sur l'environnement. Tout en sachant que le « risque zéro » ou « l'impact zéro » n'existent pas en matière de production d'énergie.

Actuellement, une trentaine de pays ont développé l'énergie nucléaire. Il existe 440 réacteurs nucléaires dans le monde qui, entre autre, produisent 20 % de la consommation d'électricité universelle. Avec un besoin énergétique croissant, on parle d'une « renaissance » nucléaire ces dernières années, compte tenu des projets de construction de nouveaux réacteurs nucléaires. Actuellement, les Etats-Unis ont la plus grande production d'électricité nucléaire avec 789 Gkwh qui représente 20 % de la production nationale d'électricité. Par contre, la France, avec 79 % possède la plus grande part de l'électricité nucléaire dans la production nationale avec une production de 426 Gkwh¹⁰.

Comme dans les autres pays développés ou en voie de développe-

ment, en Iran, l'énergie est le propulseur de toute évolution économique et industrielle. A l'instar des grandes puissances mondiales, l'Iran est tourné vers l'avenir et n'envisage aucun programme de progrès sans énergie. D'autant plus que le besoin énergétique, au niveau national, ne cesse d'augmenter. Le développement de l'urbanisme, de l'industrie, du transport, la croissance démographique, du confort national pour le résidentiel et le tertiaire etc., tire la consommation de l'énergie vers le haut¹¹. Ainsi donc, la demande d'énergie en Iran, au cours de ces dernières années, a augmenté au rythme de 8 à 10 % par an. Les projections sur les décennies à venir montrent que ce pays connaîtra le même taux de progression. La consommation d'électricité en Iran est de l'ordre de 38000 mégawat par an, dont 94 % est produite par les énergies hydrocarbures, le reste par des énergies renouvelables¹². Avec le taux d'augmentation annuel, selon les estimations actuelles, la consommation dans les dix prochaines années devrait doubler et se situer entre 70000 et 80000 mégawat par an, ce qui ne peut pas être assuré avec la capacité actuelle des ressources naturelles du pays. De ce fait, un plan d'action urgent et intelligent est indispensable pour combler les besoins de l'avenir.

En ce qui concerne le pétrole, les ressources iraniennes sont évaluées à 137 milliards de barils. La production pétrolière actuelle est d'un peu plus de 4 millions de barils par jour dont 2,6 millions sont exportés. Le reste est consommé à l'intérieur du pays. Le pourcentage de la consommation interne ne cesse d'augmenter pour atteindre 40 % actuellement, ce qui diminue le revenu national iranien basé sur l'exportation du pétrole. Ainsi, si le pétrole devait constituer l'unique ressource pour la production d'électricité en Iran, dans dix ans, la production interne ne suffirait pas à satisfaire la demande et ce pays deviendrait importateur de pétrole¹³. L'exportation de pétrole constitue plus d'un tiers du budget de l'Etat. Il s'avère donc nécessaire pour l'Iran de réduire la part du pétrole dans la production de l'énergie électrique et de l'amener au minimum pour préserver les recettes de l'Etat¹⁴.

L'Iran dispose en gaz de 28376 milliards de mètres cubes de réserves. La production actuelle se monte à environ 437 millions de mètres cubes dont 53 % sont consommés pour la production d'électricité¹⁵. Par ailleurs, avec le besoin énergétique croissant, le taux de consommation interne, au même titre que le pétrole, ne cesse d'augmenter, ce

La diplomatie nucléaire iranienne

qui fait diminuer systématiquement l'exportation et les recettes de l'Etat.

Pour un Iran qui se veut responsable de l'avenir de son peuple et entend agir rationnellement, il n'est pas d'autre choix que d'abandonner la politique du tout hydrocarbure qui se résume en gaspillage du pétrole et du gaz des générations à venir. Il faut diversifier les sources d'énergie, tout en ayant recours à l'énergie nucléaire. D'autant plus que cette énergie est moins polluante, moins chère et plus rentable pour l'Iran qui possède les plus importantes mines d'uranium du Moyen-Orient. Concernant la dimension économique, les coûts pour la production de l'électricité nucléaire sont plusieurs fois moins élevés que pour celle des énergies traditionnelles¹⁶.

Ainsi donc, selon « Perspective sur les vingt prochaines années », un document-clé qui trace les grandes lignes de la politique générale de l'Iran pendant les deux décennies à venir, la diversification des ressources d'énergie est considérée comme une nécessité fondamentale et absolue. Dans ce document de base, le chapitre concernant la stratégie énergétique de l'Iran est divisé en deux grands axes.

Le premier concerne la politique générale du pays sur le développement de l'industrie pétrolière et gazière et la mise en œuvre d'un plan d'action pour une baisse de la consommation d'énergie dans le pays.

Le deuxième axe, intitulé « Les politiques générales d'autres ressources énergétiques » contient les deux alinéas suivants :

1) Diversifier les ressources énergétiques du pays et leur utilisation tout en respectant l'environnement et faire des efforts pour augmenter la part des énergies renouvelables, telles que l'énergie hydraulique.

2) Se doter de la technologie et de la science nucléaire civile, construire des centrales nucléaires dans l'objectif de satisfaire les besoins énergétiques croissants du pays et former des spécialistes et du personnel adéquat¹⁷.

Ainsi donc, l'objectif de l'Iran est d'améliorer le système énergétique du pays, en diversifiant les ressources d'énergie et en diminuant l'utilisation des hydrocarbures. D'après « Perspective sur les vingt prochaines années », le nouveau rééquilibrage des ressources énergétiques dans la production d'électricité consiste à diminuer la part des hydrocarbures de 93 % à 70 % (65 % du gaz et 5 % du pétrole), d'augmenter celle de l'hydroélectricité à 20 % et de produire les 10 % restant par l'énergie nucléaire¹⁸.

La recherche de l'enrichissement d'uranium

L'Iran : machine et carburant nucléaire

Le programme nucléaire de l'Iran date d'un demi siècle comme dans la plupart des pays se dotant d'une capacité nucléaire. Vers la fin des années 50, l'Iran a commencé ses premières démarches nucléaires, sous l'égide des Etats-Unis, dans le cadre du programme américain « Atome pour la Paix ». En 1957, lors de l'ouverture de l'exposition « Atomes pour la Paix » à Téhéran, le Shah d'Iran a annoncé la signature d'un accord de coopération avec les Américains pour des recherches nucléaires¹⁹. L'objectif était de s'initier aux utilisations pacifiques de cette technologie moderne. De ce fait, en 1959, après la création d'un centre de recherche nucléaire à l'Université de Téhéran, l'Iran avait acquis un petit réacteur de recherche nucléaire de 5 MW auprès des Américains. Ce réacteur de recherche a été mis en fonction en 1967²⁰. Entre-temps, la Commission de l'Energie Atomique était fondée au sein du ministère de l'Economie, pourtant, pendant plus d'une décennie, un minimum de recherches et d'études nucléaires se sont déroulées uniquement à l'Université de Téhéran.

En 1974, les activités nucléaires iraniennes ont connu un élan remarquable avec la création de l'Organisation de l'Energie Atomique de l'Iran (OEAI), une entité autonome destinée à doter l'Iran d'une capacité nucléaire permettant de produire 23000 MW d'électricité. Dans un premier temps, l'OEAI a tenté de contacter un nombre important de savants qualifiés, iraniens ou étrangers pour les engager dans le programme nucléaire du pays. L'objectif étant de répondre aux besoins énergétiques internes – bien que la consommation d'électricité, à l'époque, ne soit pas très importante – et ce, en prévision des besoins futurs qui ne manqueraient pas d'être considérables, d'une nation en cours d'industrialisation rapide. Il s'agissait ensuite d'acquérir de l'uranium pour la mise en œuvre de l'énergie nucléaire. Lors des premiers contacts avec les grands fabricants d'uranium, aucun fournisseur n'a voulu satisfaire l'Iran. Les négociations avec quelques pays africains, le Niger et le Gabon, se sont révélées infructueuses en raison du rôle négatif joué par la France qui entendait garder un contrôle exclusif sur ces ressources dans le but de les revendre, elle-même, à des parties tier-

La diplomatie nucléaire iranienne

ces comme l'Iran²¹.

En effet, la France voulait former un consortium international, Eurodif, avec la participation minoritaire de l'Italie, de l'Espagne et de la Belgique, pour construire la plus grande usine d'enrichissement d'uranium du monde. Elle devait être opérationnelle dès 1980²². Lors de la visite du Shah en France en 1974, l'Iran avait conclu un accord de 5 milliards de dollars comprenant l'approvisionnement de l'uranium, des équipements industriels et l'achat de cinq réacteurs de 1000 MW. Dans le même temps, un accord bilatéral de coopération, pour les usages civils de l'énergie atomique, était signé par les deux ministres des Affaires étrangères. Pour échapper à la dépendance totale envers l'uranium enrichi, l'Iran décida de participer au capital d'Eurodif.

Lors du voyage de Jacques Chirac en Iran, en 1975, l'Iran s'engagea à fournir à la France un prêt d'un milliard de dollars pour participer au capital d'Eurodif²³. Ainsi l'Iran avait acquis le droit d'utilisation de 10% de la capacité d'enrichissement de l'uranium d'Eurodif. En ce qui concernait les centrales nucléaires, l'Iran avait négocié un contrat de 10 milliards de francs avec Framatome pour construire deux réacteurs de 900 MW à Ahvaz, qui auraient dû entrer en fonction en 1982. Les contrats signés en octobre 1977, les travaux commencèrent avec trois ans de retard, sur la rive est du fleuve Karoun, près d'Ahvaz. Par ailleurs, en juin 1975, des lettres d'intention de 7,8 milliards de DM pour deux centrales nucléaires avaient été signées avec KraftWerk Union (KWU) de l'Allemagne fédérale pour la construction de deux réacteurs de 1240 MW à Bushehr. Les deux réacteurs de Bushehr, qui avaient été payés à l'avance pour s'assurer du commencement immédiat des travaux, devaient respectivement entrer en fonction en 1980 et 1981.

Et ainsi de suite, plusieurs autres négociations pour des centrales nucléaires se sont poursuivies ainsi entre l'Iran et les pays européens, tels que la France et l'Allemagne. Cependant, dans cette période, il n'existait aucun projet dans le domaine nucléaire avec les Etats-Unis, bien que les Américains aient été les premiers à initier l'Iran au nucléaire. En effet, la coopération nucléaire avec les Etats-Unis, sur la base de l'acquisition de huit réacteurs, était prévue pour les années 1980. La persévérance de l'Iran dans le domaine du nucléaire n'avait cessé de se développer, à tel point qu'en 1977, la Conférence internationale sur le transfert de la technologie nucléaire avait été organisée à Persépolis. Quelque 500 responsables dans le domaine de l'énergie

nucléaire, des universitaires et des diplomates de 41 pays y avaient participé. Elle était également sponsorisée par l'American Society, l'European Nuclear Society et la Japan Atomic Society²⁴.

Vers la fin des années 1970, avec les prémices d'une révolution populaire contre le régime du Shah et l'intervention croissante des puissances étrangères, surtout des Américains en Iran, les premiers arguments contre le nucléaire iranien avaient commencé à émerger. Le Shah était alors critiqué par la nation sur ses dépenses militaires et nucléaires au profit des étrangers : en 1978, les négociations avec la France et l'Allemagne pour l'achat d'autres réacteurs nucléaires furent suspendues. En 1979, Framatome décida d'arrêter ses opérations en Iran et de rapatrier ses employés, de même, KWU annonça l'arrêt de ses travaux, prétextant de l'instabilité dans le pays avec la montée de la révolution²⁵. Jusqu'à la révolution, 268 milliards de Rials et 2,3 milliards de dollars du budget national avait été consacrés aux efforts pour le nucléaire. Le programme du Shah consistait à mettre en œuvre 21 réacteurs nucléaires dont 2 à Bushehr en phase de construction, 2 à Darkovein, les contrats signés, 4 à Ispahan, les négociations étant en cours et 13 autres étant dans une phase d'étude.

Au lendemain de la révolution, dans une ambiance de rupture avec le passé, le nouveau régime iranien était confronté à des débats futiles, voire à la contestation et à la dénonciation du programme nucléaire national, considéré comme étant le symbole de la dépendance vis-à-vis de l'étranger et un gaspillage des richesses du pays. Quelques années plus tard, la République Islamique d'Iran considèrerait d'une manière pragmatique les besoins en énergie nucléaire. De fait, dès 1982 le gouvernement avait décidé de relancer la construction de la phase première de la centrale de Bushehr²⁶. Mais, à ce moment, la firme KWU de Siemens, prétextant de l'interdiction du gouvernement de l'Allemagne Fédérale, refusa de participer au programme et de reprendre ses travaux. Informé de la volonté iranienne, l'Iraq qui avait déjà déclenché la guerre contre l'Iran, encouragé par les grandes puissances mondiales, choisit Bushehr comme cible privilégiée et stratégique et ne cessa de bombarder les installations nucléaires iraniennes, relativement proches de la frontière, jusqu'à la fin de la guerre en 1988.

Depuis le début des années 1990, l'Iran a mis l'accent sur son droit à la technologie nucléaire pour un usage civil. Le pays prévoyait d'ailleurs la fourniture de 10 à 20 % de son électricité par l'énergie

La diplomatie nucléaire iranienne

nucléaire. Mais, en raison des pressions exercées par les Etats-Unis, aucun pays européen n'a accepté d'aider l'Iran, en dépit des contrats encore en cours. Avec l'échec du recours au Japon, finalement, Téhéran s'est vu obligé de se tourner vers la Russie et la Chine. L'Iran considère toujours l'action des Etats-Unis de l'empêcher d'avoir accès à la technologie nucléaire civile, comme une politique discriminatoire et par ailleurs contraire à la convention du TNP, et notamment à son article 4. L'Iran juge la politique américaine arbitraire, en en faisant un cas à part comme membre du TNP, alors que les Etats-Unis ne tiennent pas compte de la non-adhésion d'Israël au TNP et de son arsenal militaire de bombes atomiques²⁷.

Avec la fin de la Guerre froide et le démantèlement de l'Union Soviétique, et l'apaisement des hostilités idéologiques dues à la disparition du régime communiste, s'est instauré une nouvelle ère de relations entre l'Iran et la Russie. Et cela a pu se développer, compte tenu de la continuité de l'hostilité irano-américaine et de sa répercussion sur le comportement des alliés européens qui, ont pris une part à la mise sous embargo de l'Iran. En juin 1991, le gouvernement allemand refusa de nouveau d'autoriser KWU à compléter les travaux de la centrale de Bushehr. Ainsi débutèrent les négociations irano-russes dans le domaine nucléaire. L'objectif étant la reconstruction conjointe des deux réacteurs de Bushehr, ainsi que l'achat de deux centrales de 440 MW. Le contrat signé en 1995, la compagnie Atomstroïexport n'a commencé les travaux que deux ans plus tard, et ils continuent jusqu'à présent²⁸. En effet, un mélange de pressions politiques avec des avantages économiques du côté américain avait pour objectif d'inciter la Russie à repousser constamment à plus tard l'achèvement des travaux. Si en 2005 l'avancement de la construction des centrales de Bushehr consistait en 84 % des travaux réalisés avec une prévision de mise en oeuvre de celles-ci pour la fin 2007, avec les retards pris dans les travaux, il faudra attendre fin 2008 pour que l'énergie nucléaire iranienne voit le jour²⁹.

La volonté iranienne d'enrichir l'uranium

Pour profiter de l'énergie nucléaire, il faut posséder des réacteurs et ceux-ci ne fonctionnent qu'avec de l'uranium enrichi. D'une manière très simple, comme l'essence est indispensable pour qu'une voiture roule, de même, sans être alimenté par son carburant adéquat, qui

n'est autre que l'uranium 235 enrichi, une centrale nucléaire (REP) ne pourrait jamais fonctionner. Aussi, cela paraît logique de se procurer un cycle de combustible au même titre que l'on acquiert des réacteurs, si on veut assurer un développement durable dans un pays³⁰. L'Iran qui utilise la technologie du réacteur à eau légère (*light water reactor*) sera toujours dépendant du processus d'enrichissement et de fabrication des éléments de combustible. A ce sujet, le Professeur Etemad, président fondateur de l'OEA, à l'époque du Shah, dit : « *Pour avoir accès à la technologie nucléaire, il faut apprendre la technologie du cycle du combustible nucléaire. [...] un laboratoire de cycle combustible est une nécessité absolue pour tout pays qui veut se lancer dans le nucléaire. C'est le processus le plus long et le plus compliqué qui existe dans la technologie nucléaire. [...] C'est pour cela que nous avons donné la priorité au cycle du combustible*³¹. »

Si, en d'autres termes, le cycle de combustible, indispensable pour le fonctionnement du réacteur, est fabriqué et contrôlé par une partie tierce, il y a toujours la possibilité de se voir imposer un prix excessif, voire de devoir supporter une rupture dans les approvisionnements. De ce fait, le pays opérateur aura alors perdu sa souveraineté sur la gestion même de son industrie. Ainsi, des réacteurs à eau légère, comme ceux en cours de construction à Bushehr, nécessitent une usine d'enrichissement d'uranium, sinon le pays demeure à jamais dans une position de dépendance totale vis-à-vis d'un fournisseur étranger. Cette situation est pire que la non possession de l'énergie nucléaire, car, l'objectif est, dans le cadre du développement durable, de remplacer ce qui est vétuste et nuisible (hydrocarbures) par ce qui est moderne et meilleur (nucléaire). En abandonnant l'ancien et en se servant du nouveau procédé sans prévoir un accès illimité au combustible, si celui-ci venait à manquer, l'on n'aurait ni l'un, ni l'autre³². Avant la fin des travaux des réacteurs de Bushehr, il est indispensable de penser au combustible nécessaire pour les faire fonctionner. Les Russes, engagés dans la construction de ceux-ci, n'ont aucun engagement contractuel continu en ce qui concerne le cycle de combustible. Par ailleurs, ils ne peuvent, sous pression américaine, fournir le combustible à la centrale nucléaire que durant une période limitée. Et pis encore, compte tenu de l'embargo américain et de ses alliés sur l'Iran, aucun autre pays ne pourrait facilement fournir une marchandise aussi sensible. C'est pourquoi l'échec de plusieurs tentatives à l'échelle mondiale et nationale pour l'acheminement d'uranium enrichi à des fins pacifiques, a motivé

La diplomatie nucléaire iranienne

L'Iran dans sa volonté de compter uniquement sur la production intérieure, afin de satisfaire ses besoins en uranium enrichi destiné à alimenter son projet électronucléaire. Ce sont plus précisément quatre raisons majeures qui ont incité l'Iran à lancer sa propre technologie de cycle du combustible :

1- Committe on Assurance of Supply (CAS). Il s'agissait d'une série de négociations internationales, dans les années 80, pour la mise en oeuvre de l'article IV du TNP : faciliter l'utilisation de l'énergie nucléaire et du développement de ces applications à des fins pacifiques. L'objectif, qui malheureusement n'a pas abouti, était de préparer un document contraignant international pour la préparation du combustible nucléaire.

2- UN Conference on Promotion of International Cooperation for Peaceful Uses of Nuclear Energy. Il s'agissait d'une conférence internationale, qui s'est tenue à Genève en 1987 sous l'égide de l'ONU, après dix ans d'études introductives, pour développer les utilisations pacifiques du nucléaire civil. Cette conférence internationale a connu l'échec.

3- Mini-réacteur de l'Université de Téhéran. Il s'agissait d'un petit réacteur nucléaire de 5 MW installé à l'Université de Téhéran, fourni par les Américains dans les années 60, et destiné à la recherche scientifique et à la formation de chercheurs iraniens dans le nucléaire. Depuis la révolution de 1979, les Américains ont arrêté l'acheminement du combustible nucléaire (pourtant déjà payé) et empêché la fourniture du combustible par les autres pays³³.

4- Eurodif et les capitaux iraniens. Il s'agissait de la participation de l'Iran au capital d'Eurodif, ce qui lui donnait le droit d'utilisation de 10% de la capacité d'enrichissement de l'uranium. De ce fait, depuis la révolution jusqu'au rachat du capital iranien en 1991, son contrat avec Eurodif aurait dû permettre à l'Iran de recevoir de 250 à 300 tonnes d'uranium enrichi à 3 %. Elles ne lui ont jamais été livrées³⁴.

Il n'y avait pas d'autres choix pour l'Iran que de s'appuyer sur ses propres capacités. En se dotant de la matière première, de la technologie scientifique et des installations nationales, l'Iran a une volonté irréversible de fabriquer son propre cycle de combustible, ne serait-ce que parce que son coût de revient serait inférieur, mais aussi parce que son approvisionnement serait plus sûr. En ce qui concerne la matière première, l'Iran possède les plus grandes mines d'uranium du Moyen-

Orient, au centre et au sud du pays. La moitié du territoire iranien ayant été prospecté, l'on avance un chiffre de 36 000 tonnes d'uranium dans les mines du pays. Cette réserve représente l'équivalent de 45 milliards de pétrole. Concernant le savoir-faire, l'Iran s'est lancé dans la création d'un centre de recherche nucléaire à Ispahan, destiné à des études scientifiques sur le combustible nucléaire. Il s'agit du Centre de Technologie Nucléaire d'Ispahan, muni de laboratoires de chimie d'uranium et de fabrication de combustible³⁵. Compte tenu de l'absence de collaboration des pays occidentaux, l'Iran ne pourrait compter que sur sa propre capacité technologique, tout en essayant d'obtenir l'assistance limitée de certains pays, telle la Chine.

Après des tests effectués dans les laboratoires, à partir de 2001, l'Iran a commencé les travaux d'enrichissement dans des sites naturels comme celui de Natanz. Peu de temps après, l'Iran pouvait prétendre maîtriser complètement la technologie de l'enrichissement et le pays est entré dans la phase de production du combustible nucléaire à l'échelle industrielle, destinée aux réacteurs dans la phase terminale. En revanche, l'Iran a plusieurs fois insisté sur ses objectifs pacifiques et civils dans l'enrichissement de l'uranium, en ne dépassant pas le seuil de 3,6% nécessaire pour les centrales nucléaires³⁶. En outre, l'Iran a toujours justifié la maîtrise du cycle de combustible nucléaire, comme étant un chose conforme aux lois internationales en vigueur, et précisé que le fait d'enrichir de l'uranium à des fins civiles ne contrarie aucunement les normes mondiales. Les documents officiels qui suivent, autorisent effectivement l'Iran à continuer ses efforts dans la voie du nucléaire civil :

- IAEA Statute
- NPT
- NPT - Comprehensive Safeguards Agreement (Inficirc/153)
- Additional Protocol (Inficirc/540)

Dans aucun de ces documents, non seulement l'enrichissement et le retraitement ne sont interdits, mais il n'y est, bien plus, précisé aucune limite au pourcentage de l'enrichissement de l'uranium.

La diplomatie nucléaire iranienne

La politique étrangère étant considérée comme un ensemble de liens, de rapports et de contacts entre les Etats et les acteurs interna-

La diplomatie nucléaire iranienne

tionaux³⁷, s'oriente selon deux voies distinctes mais complémentaires : soit la coopération, la coordination et la paix, s'appelant la diplomatie, soit la discorde, le conflit et la guerre, s'intitulant la stratégie. De ce fait, on considère la diplomatie comme étant l'art, le moyen ou la technique de parvenir à l'entente dans les relations internationales et la stratégie comme étant le résultat de la mésentente. Bien que ces deux voies soient contradictoires, elles sont parfois remplaçables, ont été et seront toujours la base des comportements internationaux des États dans n'importe quel système international.

La politique nucléaire iranienne s'établit, d'emblée et uniquement, selon la voie diplomatique en omettant toutes options stratégiques³⁸. Pour accéder à son droit nucléaire légal, l'Iran a favorisé la voie du dialogue et de la négociation par le biais d'une diplomatie nucléaire active. En considérant que la pression américaine et de ses alliés sur son droit nucléaire allait à l'encontre de toutes conventions internationales reconnaissant le droit au recours au nucléaire civil, l'Iran a choisi la politique de coopération et de coordination avec les institutions internationales adéquates, à la tête desquelles l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique, pour prouver ses intentions civiles dans son développement nucléaire. L'objectif étant de parvenir à une entente raisonnable, pour à la fois accéder à son droit légitime et à la fois convaincre le monde de ses intentions civiles.

Pourquoi ? En effet, l'uranium enrichi est caractérisé par une double utilité, Dual Use, il peut servir à des fins pacifiques aussi bien qu'à des causes militaires. Autrement dit, la maîtrise du cycle de combustible nucléaire peut servir au fonctionnement de centrales électronucléaires aussi bien qu'à la fabrication de la bombe atomique, avec une étape d'enrichissement plus avancée. Ainsi, une inquiétude sur le sujet, d'ailleurs aggravée par la propagande américaine et israélienne, a donné naissance à des années de tractations entre l'Iran et certains membres de la communauté internationale. Les Américains ont donc lancé une campagne anti-iranienne, accompagnée d'une propagande médiatique colossale sur le risque de déviation des activités iraniennes vers une issue militaire. Prétextant de la fabrication de la bombe atomique, ils demandent l'arrêt total de toutes les activités nucléaires iraniennes dont Téhéran a un grand besoin pour son avenir. Il s'agit d'une hypothèse encore fondée sur des supposés non déterminés. Empêcher l'accès au nucléaire civil avec toute son utilité recommandée

par le TNP, sous risque d'une déviation militaire, étant comme d'interdire l'apprentissage de la conduite d'une voiture, en supposant le risque qu'une fois apprise la manière de conduire une automobile civile, dans une étape plus avancée, on pourrait un jour conduire un tank³⁹.

Ceci dit, comment l'Iran pourrait sortir de cette ambiguïté ? Le seul moyen, pour l'Iran, consiste à agir dans le cadre de la diplomatie active et de multiplier ses efforts de collaboration et de coopération avec la communauté internationale. L'objectif étant de faire un maximum de lumière sur ses activités nucléaires, bien que cette initiative ait atteint un degré de risque considérable sur la sécurité nationale du pays. De ce fait l'Iran a accordé toutes facilités à l'AIEA pour poursuivre ses inspections, même à l'improviste, sur ses sites nucléaires. Jusqu'en 2008, il y a eu plus de 2 400 personnes/jours d'inspections sur environ 145 points choisis par les inspecteurs eux-mêmes. En permettant d'installer des caméras de surveillance, toutes les activités nucléaires iraniennes sont transmises directement à Vienne. En dehors de cela, bien que le Protocole, additionnel (AP)⁴⁰ du TNP, qui a mis au point un système de contrôle très élargi et inopiné, ne soit pas encore ratifié par l'Assemblée iranienne (du reste, les assemblées de plus de la moitié des membres du TNP ne l'ont pas encore ratifié) et sur 139 Etats membres de l'AIEA, 117 pays n'ont pas encore appliqué l'AP, le gouvernement de Téhéran, pour prouver sa bonne volonté, l'a mis en application sur le territoire iranien. De ce fait, au-delà des sites nucléaires, les inspecteurs de l'Agence ont commencé à effectuer des inspections sur n'importe quel lieu qu'ils évaluaient comme sensible. Bien que cela soit une atteinte à la sécurité nationale du pays, Téhéran, en signe de bonne volonté, n'a posé aucun empêchement.

Et en ce sens, qu'est-ce que l'Iran pourrait faire de plus ? Dès 2003, avec l'intervention de trois grandes capitales européennes, Paris, Londres et Berlin, les négociations sur le nucléaire iranien ont pris un nouvel essor. En effet, toute une série de pourparlers ont abouti à deux compromis, connus sous le nom des Accords de Saadabad (Téhéran) en octobre 2003, et de Paris en novembre 2004. A la demande des Européens, l'Iran a accepté de geler volontairement ses activités d'enrichissement, en échange de leur reconnaissance du droit au nucléaire iranien. Les Européens devaient offrir, également, leur soutien politique et technologique, une fois les négociations achevées⁴¹. L'Iran

La diplomatie nucléaire iranienne

maintenait toujours en suspension ses activités nucléaires, mais les négociations semblaient traîner en longueur. Car les Américains, par la doctrine de *Containment* et les Européens par celle de l'*Engagement*, poursuivaient un objectif commun : empêcher l'Iran d'accéder à la technologie nucléaire. Selon la politique de *Containment*, qui est la combinaison des deux doctrines précédentes, la volonté était d'« *Endiguer l'Iran par des Engagements* » interminables⁴². Finalement, l'Iran, comprenant que la politique des alliés européens allait dans le même sens que celle des Américains, après 20 mois de suspension des activités d'enrichissement, d'énormes dégâts⁴³ et retards pour le pays, a repris ses activités, au début de 2006, mais toujours sous le contrôle de l'AIEA ! Aussi, prétextant de la reprise des travaux, les grandes puissances n'ont-elles pas hésité à transférer le dossier iranien devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies et à imposer des résolutions et des embargos supplémentaires, bien qu'il n'y ait toujours aucune preuve objective concernant la fabrication de bombe atomique par l'Iran.

A propos de l'AIEA, quoiqu'ayant subi des pressions de la part des Américains et des menaces israélienne⁴⁴, aucun rapport, ni résolution (la dernière datant du 22 février 2008), n'ont signalé une déviation des activités nucléaires iraniennes vers la fabrication de la bombe, Il reste naturellement toujours des difficultés, surtout en ce qui concerne la poursuite et le développement des activités d'enrichissement d'uranium que l'Iran n'a pas l'intention de re-suspendre, compte tenu des besoins du pays en combustibles pour les centrales électronucléaires en cours de construction. Du reste, malgré tous les détournements sur le sens des résolutions de l'AIEA, par une campagne active de désinformation, cette dernière a été amenée à critiquer ouvertement, à plusieurs reprises, les pressions américaines exercées à l'encontre de l'Iran. Lorsque le 23 août 2006, la Commission de renseignement de la chambre américaine remettait, une fois encore, un rapport accablant sur l'Iran, présenté comme une menace stratégique, l'AIEA s'insurgeait et accusait les députés de diffuser des informations « *erronées, trompeuses et non étayées* » sur le programme nucléaire iranien et déclarait que le document préparé sur l'Iran « *contient des informations imprécises, induisant en erreur et non confirmées* ». La Commission accusant l'Iran d'enrichir de l'uranium de qualité militaire, l'Agence riposta que « l'uranium en Iran n'est enrichi qu'à 3,6 %, ce qui est nettement inférieur aux 90 % néces-

saires pour fabriquer une arme nucléaire⁴⁵ ». Lorsque le ton accusateur de la France monta contre l'Iran, à l'été 2007, le directeur général de l'AIEA, Mohammed al-Baradei, répondit officiellement : « *Je veux détourner les gens de l'idée que l'Iran sera une menace dès demain, et que nous nous trouvons maintenant devant la question de savoir s'il faut bombarder l'Iran ou le laisser avoir la bombe. Nous ne sommes pas du tout dans cette situation*⁴⁶. » Et c'est toujours al-Baradei, prix Nobel de la paix, qui déclare que « *les détracteurs du programme nucléaire iranien devraient arrêter d'exagérer et de déformer le problème iranien*⁴⁷. » Et lorsque devant le blocage du dossier nucléaire iranien, al-Baradei, sans doute la personne la mieux informée au monde sur le sujet, indique une voie pour s'en garantir, Condoleezza Rice, suivie de quelques autres ministres des Affaires Étrangères, s'en prend à lui, l'accusant d'entraver le processus lancé par les Occidentaux pour faire plier l'Iran : « *Il s'agit de mettre entre parenthèses, au moins pour un temps, les pressions et les menaces de sanctions, et d'accepter l'idée que l'Iran, comme il y aspire, puisse entretenir une activité de centrifugation, mais étroitement limitée et encadrée par un accord spécifique*⁴⁸. » « *En effet, si al-Baradei, dans la position qu'il occupe, suggère cette formule, c'est sans aucun doute qu'il juge ses inspecteurs capables de contrôler tout cela à coup sûr, quelles que puissent être les arrières-pensées des dirigeants iraniens*⁴⁹ ! »

Et lorsqu'un rapport du National intelligence estimate (NIE), document de synthèse des seize agences de renseignement américaines, contredit la menace iranienne évoquée depuis des années par George Bush⁵⁰, ne peut-on pas parler de la pertinence et de l'endurance de la voie diplomatique iranienne pour accéder à son droit légitime ? Au reste, n'était-ce pas l'AIEA qui répétait toujours qu'« il n'y a pas de preuve d'un programme militaire nucléaire en Iran⁵¹. » ?

Ainsi donc, dans le cadre d'une voie purement diplomatique, l'Iran a fait preuve de l'utilité d'une « diplomatie flexible » allant de négociations à la suspension, d'une coopération active à une collaboration passive sans omettre son objectif final qui se résume dans le slogan public répandu en Iran : « L'énergie nucléaire est notre droit inaliénable ».

C'est en ce sens que le président iranien a toujours réitéré la position de l'Iran, en soulignant que la négociation est la meilleure manière de résoudre la polémique nucléaire. Faisant preuve du bon fonctionnement de la « diplomatie flexible », à l'encontre d'une « diplomatie rigide », malgré toutes les pressions et les accusations sans fondement, l'Iran propose de remettre en ouvre le Protocole additionnel – qui

La diplomatie nucléaire iranienne

selon le Chef de l'Agence est le seul moyen de prouver que, non seulement les activités nucléaires iraniennes sont « pacifiques », mais également qu' « *il n'y a pas d'activités nucléaires non déclarées* » à condition que le « *Conseil de Sécurité se démette de son dossier nucléaire et qu'il soit repris par l'AIEA*⁵². »

L'Iran reconnaissant l'AIEA en tant que la seule institution internationale habilitée à traiter le sujet nucléaire, est très mécontent du transfert de son dossier au Conseil de Sécurité. Après l'adoption d'une nouvelle résolution (1803) par le Conseil de Sécurité contre l'Iran, le 3 mars 2008, malgré le rapport convenable du directeur de l'AIEA rendu une semaine auparavant, et en dépit des révélations du renseignement américain quelques mois plus tôt, l'Iran « *ne désire plus avoir de négociations nucléaires en dehors de l'AIEA* », selon les propos du président iranien⁵³. Pourtant, toujours favorable à la voie diplomatique, « *l'Iran continuera ses coopérations régulières avec l'AIEA*⁵⁴ » dans le but de parvenir à une clarification totale sur les activités électronucléaires iraniennes. D'ailleurs, au lendemain de cette résolution 1803, la considérant comme étant entièrement politique, l'AIEA, techniquement habilitée à traiter ce dossier, a refusé, le 4 mars 2008, de voter une résolution contre l'Iran au sujet de son programme nucléaire⁵⁵.

La futilité de la bombe atomique

Avec les premières explosions nucléaires, les 6 et 9 août 1945 au Japon, le monde est entré dans une période de terreur. Se dotant d'un pouvoir considérable et unilatéral, le président américain a lancé, en 1947, la fameuse doctrine selon laquelle les Etats-Unis devaient jouer le rôle de gendarme mondial. Grâce à la puissance nucléaire, selon la doctrine Truman, l'ordre américain pouvait régner sur le monde et faire reculer le rival soviétique jusqu'à ce que ce dernier acquière, en 1951, un pouvoir atomique équivalent. On parlait désormais d'équilibre de la terreur et d'un nouveau concept capable de garantir une paix atomique : la dissuasion nucléaire⁵⁶.

Ce concept de dissuasion, ainsi développé, est pour les uns un outil militaire, pour les autres une politique visant à maintenir un équilibre entre les partenaires nucléaires⁵⁷. Une dissuasion nucléaire repose sur le fait que « la première frappe » aura certainement une riposte, la « deuxième frappe », qui est plus, sinon un équivalent de la première.

Ainsi, une course aux armements s'établit entre les super-grands atomiques pour augmenter et en même temps rééquilibrer minutieusement les pouvoirs et la capacité des « frappes nucléaires ».

Jusqu'où ? La course aux armements continuerait jusqu'à l'atteinte du seuil de la « suffisance raisonnable ». Cela consiste à l'accès à une capacité suffisante de la « deuxième frappe » pour dissuader l'adversaire de lancer sa « première frappe » quoique cette dernière augmente de capacité et de puissance. En d'autres termes, le stock nucléaire devrait être suffisamment important pour anéantir entièrement et, ce plusieurs fois, l'ennemi s'il entreprenait une attaque nucléaire.

Après les accords de Salt, commence donc une nouvelle période de dialogue entre les deux grandes puissances atomiques – selon plusieurs analystes, ce sont seulement les États-Unis et la Russie qui détiennent un réel rôle de dissuasion nucléaire, compte tenu du concept de « suffisance raisonnable » – sur la diminution quantitative de leur capacité en armes nucléaires, selon les accord de Start⁵⁸. Ceci étant, la possession iranienne de quelques médiocres bombes atomiques ne pourrait en aucun cas offrir une dissuasion atomique à l'Iran, ni contre les États-Unis, ni contre Israël son allié fidèle. Si tel était le cas, l'Iran aurait plutôt intérêt à acheter directement des bombes atomiques plus perfectionnées par le biais de généraux corrompus de l'ex-Union Soviétique dans le démantèlement de cette dernière ! Alors qu'il y a interrogation sur la réelle capacité de la « dissuasion nucléaire » en dehors des grandes puissances nucléaires, il serait bien ridicule pour le gouvernement de Téhéran de penser « deuxième frappe » pour dissuader les tentatives de « première frappe » de ses ennemis !

A l'inverse, l'Iran croit fortement que la possession de la bombe A pourrait être sérieusement considérée comme dommageable et source de déstabilisation pour l'enjeu sécuritaire du pays. Dans la période actuelle, la bombe A non seulement n'engendre aucun concept de sécurité pour le pays mais serait plutôt un facteur d'augmentation de l'insécurité. L'Iran n'est pas dupe au point de méconnaître la futilité, en ce qui le concerne, d'une bombe A, laquelle pourrait justifier la prolongation du parapluie nucléaire américain sur le pays et inciter davantage l'administration néo-conservatrice américaine à attaquer, sinon à augmenter ses menaces contre lui. Pourquoi l'Iran devrait-il chercher, par la possession de la bombe A, à donner des prétextes justifiant les démarches guerrières de George W. Bush dans une période où il est en

La diplomatie nucléaire iranienne

faillite dans sa politique belliqueuse d'après le 11 septembre 2001 ? Outre cela, la possession de la bombe A par Téhéran pourrait constituer un bel atout pour Tel-Aviv, qui lui permettrait de justifier sa politique de propagation des armes de destruction massive. En effet, à l'insu de la communauté internationale, le régime sioniste a commencé son programme nucléaire militaire depuis des décennies, ce qui aboutit actuellement à la possession de centaines d'ogives nucléaires.

L'Iran, comme grande puissance régionale, considérant le Moyen-Orient comme un sous-système régional où il a sa place, a davantage de souci pour la stabilité et la sécurité de la région que les puissances intrusives venant de l'extérieur. L'Iran connaît bien l'effet néfaste que pourrait entraîner une déviation de ses activités nucléaires à des fins militaires, car cela encouragerait les autres pays de la région à tenter des démarches similaires et contribuerait à développer davantage l'instabilité dans la région. Ainsi la politique officielle iranienne, déclarée à plusieurs reprises auprès des différentes instances internationales, « *est la création d'un Moyen-Orient démuné de toutes armes de destruction massives, y compris nucléaires* », pour faire revenir une vague de stabilité dans une région stratégique du monde souffrant depuis trop longtemps de crises de toutes sortes. Si bien qu'à l'époque du Shah, avec l'idée de la restauration de la gloire et du rayonnement impériaux de l'Iran ancien, l'on pouvait attribuer une éventuelle affinité militaire aux activités nucléaires du régime, mais depuis l'instauration de la République Islamique, la chose est d'autant plus réfutée en soi que l'Islam interdit catégoriquement pareil objectif. En effet, selon l'Islam, toutes opérations ou moyens causant la mort en masse sont strictement interdites⁵⁹. A ce titre, le guide suprême iranien a répété à plusieurs reprises : « *Nous ne sommes pas en quête de la bombe atomique car en dehors de toutes les raisons qui nous empêchent, l'Islam ne nous permet pas de le faire*⁶⁰... ».

En fin de compte, dans la « *Doctrine de la Sécurité Nationale iranienne* (équivalent du livre blanc français sur la Défense), *l'armement nucléaire n'a aucune place*⁶¹ » et « *l'Iran ne croit pas que l'arme nucléaire soit un facteur de puissance régionale, et l'Iran n'a point besoin de cette arme obsolète*⁶² ».

L'Iran sans armement nucléaire bénéficie de davantage de sécurité et de stabilité qu'Israël en se dotant d'un grand arsenal nucléaire. Dans les guerres asymétriques de l'avenir pourra-t-on trouver une place pour les armements nucléaires ? La bombe A n'est-elle pas devenue plus que jamais obsolète et futile ?

- Est-ce que la possession d'une dizaine de milliers d'ogives nucléaires a pu empêcher l'anéantissement de l'Union Soviétique en 1990 ?

- Les six mille têtes nucléaires en possession des Etats-Unis pourraient-elles les sauver du bourbier iraquien dans lequel ils s'enfoncent depuis 2003 ?

- Est-ce que la possession de quelques centaines de missiles nucléaires par Israël a pu empêcher la défaite militaire dans la guerre de 33 jours face à quelques milliers de combattants chiites libanais, l'été 2006 ?

Les pays qui se sont lancés dans le nucléaire appartiennent à trois catégories :

1. Les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU dotés d'une capacité nucléaire à la fois militaire et civile.

2. Israël, l'Inde, le Pakistan et la Corée du Sud qui, en transgressant les règles internationales établies par les cinq membres du Conseil de sécurité, ont fabriqué semi-clandestinement des armes nucléaires à des fins militaires sans pour autant être très intéressés par les possibilités civiles du nucléaire⁶³.

3. Une dizaine de pays industrialisés et développés qui connaissant les avantages civils du nucléaire, ont développé des recherches pour l'utilisation de cette énergie à des fins pacifiques.

Le problème en ce qui concerne l'Iran, c'est qu'une campagne de diabolisation a créé de celui-ci l'image d'un pays se situant dans la deuxième catégorie, alors qu'il appartient à la troisième. En effet, pour l'Iran l'avantage du nucléaire civil est incomparablement supérieur à celui du nucléaire militaire alors que pour ses ennemis c'est l'inverse : un Iran en possession d'armes nucléaires serait beaucoup plus vulnérable qu'un Iran se dotant uniquement de la science nucléaire civile avec tous les avantages qu'elle apporte.

Un programme nucléaire civil n'est donc pas un préalable obligé pour obtenir la capacité nucléaire militaire. D'ailleurs, compte tenu de l'enjeu énergétique dans l'avenir, le recours au nucléaire civil paraît inévitable. Bien que l'AIEA s'occupe actuellement surtout du contrôle de la non-prolifération des armes nucléaires, son mandat principal est de fournir un soutien et une aide technique aux pays en voie de développement qui souhaiteraient s'engager sur la voie du nucléaire civil.

La diplomatie nucléaire iranienne

C'est la raison pour laquelle les efforts nucléaires iraniens ont toujours été défendus par les 117 pays membres du Mouvement des Non-alignés, car leur tâche est de permettre à tous les pays d'accéder à une énergie inépuisable au service de l'humanité.

Les avantages de l'énergie nucléaire sont connus : sa puissance, le coût compétitif de l'électricité produite, la capacité de fabriquer de l'électricité sans rejet de gaz à effet de serre.

C'est ainsi que le nucléaire civil va permettre, dans l'intérêt général, la mise en chantier de vastes programmes accélérant le progrès économique, tout en réduisant la pollution. Cette démarche s'inscrit dans la perspective du développement global de la planète et de la prise en compte des normes nouvelles de respect de la nature, comme y invite le Protocole de Kyoto, devant lequel, justement, les États-Unis font la sourde oreille. Le jour approche où l'humanité ne pourra plus s'offrir le luxe de brûler son hydrocarbure. En prévision de l'avenir, certains pays riches épuisent même les réserves des autres, en sauvegardant au maximum les leurs. Aussi l'Iran considère-t-il que ses ressources actuelles de pétrole doivent être investies dans la perspective proche de l'après-pétrole comme source d'énergie.

L'Iran, en tant que l'un des premiers berceaux de la Civilisation et de la Connaissance, est désireux de retrouver sa place prestigieuse dans le monde de la science et de la technologie. En effet, l'Iran a de vastes programmes de recherche non seulement dans le nucléaire, mais aussi dans le domaine des nanotechnologies ainsi que dans la biotechnologie.

Pour ce qui est du nucléaire, en dépit des pressions exercées et des menaces déployées contre l'Iran, le temps ne retourne pas en arrière et une page est tournée dans l'histoire. Désormais, c'est un fait acquis « l'Iran est déjà une puissance nucléaire ». ■

* Seyed Mohammad Tabatabaei est titulaire d'un doctorat de Sciences politiques à l'université des Sciences sociales de Toulouse I, et l'auteur de plusieurs livres et articles dont « Les relations internationales et le nouvel ordre mondial » et « Politique et élections aux États-Unis ».

Notes

1. Le Président américain George W. Bush a évoqué sur le sujet du nucléaire iranien le risque d' « une Troisième Guerre mondiale » et le Chef de l'Etat israélien, Shimon Pérès a comparé le Président iranien à Hitler et à Staline !
2. Bien que soit mis en avant l'anti-sioniste iranien, il ne faut pas oublier que la résolution 3379 de l'ONU, publiée en 1975 dit que le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale. Pourtant, la politique officielle de la République Islamique d'Iran face à Israël, c'est la promotion d'un référendum dans les territoires occupés auquel participeraient musulmans, juifs et chrétiens, sur le sort de ces territoires. Cette politique est approuvée par le président iranien, en dépit de ses fameuses contre-attaques qui ne sont d'ailleurs que des ripostes aux menaces permanentes en provenance d'Israël et des Etats-Unis.
3. Le quatrième article du Traité sur la Non Prolifération des armes nucléaires (TNP) dit : « Aucune disposition du présent Traité ne sera interprétée comme portant atteinte au droit inaliénable de toutes les parties au Traité de développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, sans discrimination et conformément aux dispositions des articles premier et II du présent Traité. » L'Iran qui est membre du TNP depuis sa création et sa mise en application en 1970, poursuit ses activités de recherche en nucléaire civil, en s'appuyant sur cet article.
4. Selon le fameux « Pic de Hubbert », le début de l'épuisement des ressources pétrolières varie entre cinq ans pour les plus pessimistes qui croient à une surévaluation des réserves mondiales et trente ans, d'après les plus optimistes qui espèrent qu'il y a eu une sous-évaluation des gisements pétroliers. Ainsi, dans un avenir proche, nous aurons une courbe de production mondiale du pétrole, après une croissance jusqu'à un pic de production au-delà duquel elle décroît inéluctablement. En d'autres termes, l'offre en pétrole aura commencé à décroître alors que la demande sera toujours plus importante. Pour ce qui est du gaz, le pic de Hubbert est décalé de quinze ans par rapport à celui du pétrole. Voir : le Pic de Hubbert in www.planete-energies.com.
5. « Des enjeux économiques : la gestion de la consommation d'énergie » in www.planete-energies.com.
6. Encore, aujourd'hui, plus de 2 milliards d'êtres humains n'ont pas accès à l'énergie. Voir « Une réponse aux besoins croissants », in www.unept.org.
7. A savoir que 40 % des rejets atmosphériques impliqués dans l'évolution de l'effet de serre proviennent de la production d'électricité, celle-ci étant assurée à 80 % à partir des énergies fossiles. L'énergie nucléaire dispose donc d'un avantage environnemental considérable. Elle permet de produire des quantités très importantes d'énergie sans rejet atmosphériques, sans émission de gaz à effet de serre.
8. Aujourd'hui 80 % de notre énergie est fournie par la combustion de pétrole, de charbon et de gaz qui est la source principale des gaz à effet de serre, voir le site www.aveva.com.
9. Les énergies renouvelables sont l'énergie hydraulique, solaire, éolienne, géothermique, biomasse, qui sont qualifiés d'énergies propres, n'ayant aucun effet secondaire dangereux ou nuisible pour l'homme et l'environnement. Pourtant ces énergies ne suffisent pas à combler les besoins énergétiques de notre planète, ont une production souvent intermittente et leur coût est très élevé. Voir le site www.planete-energies.com.
10. La France se trouve, grâce au nucléaire, dans les meilleures conditions économiques comme le souligne le rapport Batouille-Galley de l'Office parlementaire, ainsi que les analyses de Bercy. Claude Gatignol, « Energie nucléaire : sortie ou relance ? », Colloque organisé le 6 novembre 2001.
11. L'Iran est un pays d'une grande superficie, de 1 649 000 km² (trois fois plus grand que la France) avec une population dense de 75 millions d'habitants. L'Iran connaît des étés très chauds et des hivers très froids, d'où la différence de température pourrait même atteindre 50° de différence en une seule année. De plus, compte tenu de la variété de température existant entre les différentes régions, l'on peut pratiquer en Iran, dans la même période, le ski de montagne

La diplomatie nucléaire iranienne

au nord et la natation sur les plages du sud. Concernant la consommation d'énergie, selon les régions, dans la même période, les systèmes de chauffage et les climatiseurs fonctionnent en permanence.

12. Rapports officiels du ministère du Pétrole iranien pour l'année 2006, présenté sur le site national du Centre des statistiques de l'Iran, www.vrmiia.ac.ir.

13. A ce sujet, Roger J. Stern prédit qu'au rythme de sa consommation intérieure, l'Iran pourrait cesser toute exportation de pétrole en 2015. Selon ce chercheur de l'Université John Hopkins de Baltimore : « Le risque est très sérieux. Le monde serait alors privé des ressources d'un des rares pays à disposer d'un potentiel inexploité pour faire face à une demande qui va croître d'au moins 1,3 % par an. », in *Le Monde*, 13 décembre 2007.

14. Hadi Zamani, « Nucléaire : besoins énergétiques ou choix stratégique », interview sur RFI actualité, 2006. Voir sur le site www.rfi.fr.

15. Ibid.

16. Selon les chiffres de l'année 2004, le coût de production d'électricité par le pétrole est de l'ordre de 5,4 cents (de dollar) le kilowatt/heure. Le coût de production à partir du gaz est de 5,9 cents, tandis que pour l'électricité nucléaire, il retombe à 1,7 cents le kilowatt/heure. Ces chiffres concernent la période d'avant la flambée du prix du pétrole de ces dernières années, ce qui rend la différence de coût encore plus importante. Voir : www.nioc.ir.

17. Après l'approbation solennelle, la mise en œuvre officielle de « Perspective sur les vingt prochaines années » a débuté en 1384 (année solaire iranienne) 2005, pour les pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires du pays et devra prendre fin en 1404 (2025) après avoir atteint les objectifs prévus. Pour plus d'informations sur ce document clé iranien, voir le site www.irane1404.com.

18. Ibid.

19. US Department of State, « Atom for Peace Agreement with Iran », *Department of State Bulletin*, vol. 36, 15 April 1957, p. 629.

20. Nader Barzin, Op. cit. p.20.

21. Voir Gholamreza Afkhami, *Iran's Atomic Energy Program : mission, structure politics*, Foundation for Iranian Studies, MD, 1997.

22. Nader Barzin, Op. cit. p. 107.

23. Cet accord donna lieu la création de deux sociétés de droit français, la Sofidif et la Cordif. L'Iran possédait une participation de 40% de la première et de 20% dans le capital de la seconde, la France possédant le reste. La société Sofidif détenait 25% du capital d'Eurodif, et par là même, l'Iran détenait indirectement (40 % x 25 %) 10% du capital d'Eurodif. Voir, Nader Barzin, Op. cit., p. 108.

24. G. Afkhami, Op. cit., pp. 216-218.

25. KWF rapatrie ses 2100 employés en Iran et les 36 bateaux contenant du matériel destiné aux centrales de Bushehr, en attente de leur déchargement, reçoivent l'ordre de retourner en Allemagne. Leur contenu, du matériel qui appartient légalement à l'Iran, reste toujours stocké en Allemagne.

26. Mohammad Ghanbari, *Le dossier nucléaire de la République Islamique d'Iran*, université d'Allamé Tabatabaï, 2001, p. 75.

27. Nader Barzin, Op. cit. p. 189.

28. A l'époque, la reconstruction de la première centrale de Bushehr devait coûter plus de 800 millions de dollars à l'Iran, mais compte tenu de la prolongation des délais de construction due à la pression américaine, et aux retards russes, les frais n'ont cessé d'augmenter. Début 2008, le chiffre d'un milliard et deux cents millions de dollars a été indiqué par les autorités iraniennes. Voir *Ettela'at*, 16 Bahman 1386 (5 février 2008).

29. Vers la fin 2007 l'avancement des travaux était de 95 % et, avec le début de livraison de combustible nucléaire par les Russes (Agence russe de l'énergie atomique) à partir du 17 décembre 2007, on pourrait donc déterminer la fin 2008 pour la mise en fonction de la centrale de Bushehr. Voir www.farsnews.com.

30. D'ailleurs, depuis quelques années l'Iran a lancé des études pour la construction des réacteurs nucléaires. Selon l'adjoint de l'OEAI, à partir de 2015 l'Iran aura la capacité technique de fabriquer ses propres réacteurs. Cf. Mohammad Saaidi, interview télévisée. Voir : www.farsnews.com.

31. Entretien avec le Dr. Akbar Atemad, président fondateur de l'OEAI, Paris 1992, in Nader Barzin, Op. cit., p. 125.
32. La Russie a effectivement commencé à livrer du combustible nucléaire à l'Iran pour la centrale de Bushehr, après la révélation du rapport de la National Intelligence Estimate (NIE), document de synthèse des seize agences américaines du renseignement, écartant la menace d'armement nucléaire iranien. Ce document était révélé début décembre 2007. La livraison ne commença qu'à partir de la mi-décembre 2007. Par ailleurs, la livraison consistait en 82 tonnes de U-235 enrichi à 3,62 % qui était destiné seulement à la première année de fonctionnement de la centrale de Bushehr. Tout le combustible livré se trouvera sous la garantie et le contrôle de l'AIEA et, une fois usé, sera ramené en Russie pour y être retraité et stocké. Voir : www.yahoo.fr/actualités, 17 et 18 décembre 2007.
33. En 1981 l'Iran parvient à signer un accord avec l'Argentine pour l'achat de combustible nucléaire du mini-réacteur universitaire, mais sous pression américaine, le gouvernement argentin a résilié le contrat.
34. Eurodif ayant argué de différents prétextes pour justifier son refus de fourniture d'uranium enrichi, l'Iran s'est vu obligé, en 1991, de se résigner au remboursement de son capital et à abandonner sa part dans le capital d'Eurodif.
35. L'existence de ce centre a été déclarée à l'AIEA en 1998. Voir : IAEA, *Implementation of the NPT Safeguards Agreement in the Islamic Republic of Iran*, Vienne, 10 november 2003.
36. En général, pour la fabrication d'une bombe atomique, un enrichissement à 80-90 % de l'uranium 235 est nécessaire, tandis que pour les utilisations civiles, il n'est pas besoin de dépasser le seuil de 5 % d'enrichissement de l'uranium 235.
37. Voir Philippe Braillard et Mohammad-Reza Djalili, *Les relations internationales*, Paris, PUF, 1998.
38. Sur ce sujet, les autorités iraniennes ont beaucoup insisté pour qu'il n'y ait pas d'autres voies dans l'activité nucléaire civile iranienne que celles du dialogue, de la négociation et de l'entente. Bien que la prolongation des négociations internationales puisse avoir des conséquences négatives sur les activités nucléaires iraniennes, le choix de la patience et de la clarification pour continuer dans la voie diplomatique n'a jamais été remis en question par l'Iran.
39. Pour clarifier le sujet, les exemples d'hypothèses fondées sur des supposés non justifiés sont nombreux. Beaucoup d'objets de recherche dans le monde font preuve d'une utilité ambivalente. L'aspect négatif, limité, ne pourrait jamais empêcher les fonctionnements positifs majeurs. Par exemple : un couteau, un criminel pourrait commettre un meurtre avec cet objet, mais sans lui aucune cuisine ne pourrait fonctionner ! A ce titre, la réaction politique américaine sur l'inauguration du premier « Centre Spatial » iranien et un grand progrès technique, le 4 février 2008 est bien typique du caractère impérialiste de la superpuissance mondiale : la Maison Blanche a jugé cet exploit « regrettable » et averti que cela ne ferait qu'isoler davantage Téhéran « du reste du monde ». in *Le Monde*, mercredi 6 février 2008, p. 4.
40. Dès 1992, le conseil des gouvernements de l'AIEA, a pris diverses décisions pour élargir le système de contrôle du TNP. De ce fait, en décembre 1993, un plan d'action pour la mise en oeuvre d'un régime complémentaire de contrôle a été proposé qui devait être élaboré en deux ans. Ainsi, le Protocole additionnel du TNP qui a pris aussi le nom de 93+2, est basé sur deux principes : l'échange obligatoire d'informations avec l'Agence sur toutes activités nucléaires et des inspections plus développées et inopinées de la part de l'Agence sur tous lieux nucléaires, voire suspects d'activités nucléaires.
41. Seyed Abdolmajid Eshkevari, *L'Iran atomique, Téhéran*, Homa Editions, 2005, pp. 116-118.
42. Les représentants européens cherchant à gagner du temps dans le dossier iranien, ont demandé à l'Iran de prolonger la suspension de ses activités nucléaires pour 9 ou 10 ans afin de prouver sa bonne volonté ! La conférence internationale « Technologie nucléaire, symbole de la volonté nationale », Téhéran, août 2005.

La diplomatie nucléaire iranienne

43. Quiconque connaît un tant soit peu le monde des affaires, sait avec quelle rapidité la rupture d'activité d'une usine qui était en pleine fonction et rentabilité, cause d'importants dégâts. Pendant ces 20 mois de rupture des travaux nucléaires, des milliers de scientifiques, d'ingénieurs, de fonctionnaires, d'ouvriers... se sont retrouvés au chômage. En plus de cela, compte tenu des scellées apposées au Centre d'enrichissement de Natanz, le service de maintenance était exclu, ainsi un grand nombre de machines et d'outils étaient défectueux lors de la reprise des activités.
44. Selon *Le Monde* du 23 octobre 2007, p.4, « Israël a engagé une véritable offensive diplomatique pour sensibiliser davantage la communauté internationale aux risques d'accès de l'Iran à la bombe nucléaire ».
45. Le message du Chef du Bureau de l'AIEA pour les relations extérieures et la coordination des politiques, Vilmos Csereny, adressé au Congrès des Etats-Unis, AIEA, septembre 2006.
46. Entretien avec le Directeur de l'Agence internationale de l'Energie Atomique, *Le Monde*, mardi 23 octobre 2007, p. 4.
47. Interview diffusée par CNN, 28 octobre 2007, www.yahoo.fr.actualités.
48. François Nicoulaud, « Iran : sortir de l'impasse », in *Le Monde*, 20 juin 2007, p. 21.
49. Ibid.
50. Quelques semaines après que George W. Bush ait brandi le spectre d'un « holocauste nucléaire » ou d'une Troisième Guerre mondiale si l'Iran avait la bombe atomique, la révélation du rapport du renseignement américain, le 3 décembre 2007 « fait l'effet d'une bombe ». En effet, « les services de renseignement déclarent avec un haut degré de confiance que tout est stoppé depuis 4 ans » selon Stephen Hadley, porte-parole de la Maison Blanche. D'après les 16 principales agences d'espionnage des Etats-Unis, l'Iran aurait gelé son programme nucléaire militaire « à la fin de l'année 2003 », ce qui va à l'encontre de ce qu'a affirmé le gouvernement américain sur le dossier nucléaire iranien depuis plusieurs années. Par ailleurs, le rapport accorde à cette information un niveau de « haute confiance », qui indique « un jugement fondé sur des informations de qualité supérieure ». Voir : « Les Etats-Unis relativisent la menace nucléaire iranienne », in *Le Monde*, 4 décembre 2007, « L'Iran a gelé son programme militaire », in *Le Monde*, 5 décembre 2007, « Nucléaire iranien, le rapport qui fait l'effet d'une bombe », in www.yahoo.fr.actualités, 4 décembre 2007.
51. Al-Baradei préconise d'éviter tout langage menaçant envers l'Iran : « Je n'ai aucune information sur un programme nucléaire militaire concret en activité », 28 octobre 2007, www.yahoo.fr.actualités.
52. www.yahoo.fr.actualités, 22 février 2008.
53. www.bbc.persian.com, 5 mars 2008.
54. Ibid.
55. « L'AIEA renonce à une résolution contre l'Iran », in *Le Monde*, 6 mars 2008.
56. Selon la fameuse formule MAD (Mutual Assured Destruction), une guerre atomique n'a pas de gagnant, par contre tous les partenaires seront perdants et anéantis.
57. Pascale Boniface, « Le nécessaire débat sur le nucléaire », in www.iris-france.org, 17 janvier 2008.
58. Selon Sipri, en 2005 il existait environ 13470 têtes nucléaires actives dans le monde et à cela s'ajoutaient des têtes nucléaires non actives ou en dépôt, la possession des huit puissances nucléaires mondiales atteint 27 600 ogives nucléaires. Sipri, *Year Book, Armaments, disarmament and international security*, 2006.
59. Selon les conventions islamiques concernant les combats, instaurées par le prophète Mohammad (Paix sur lui), le comportement militaire doit respecter l'individu, même l'ennemi, et tolérance et modération sont de rigueur, même en temps de guerre. Ainsi donc, le prophète interdit-il l'utilisation de tout produit entraînant l'empoisonnement massif des soldats ennemis. De même toute attaque surprise et nocturne est prohibée. L'Imam Ali retardait toujours ses offensives militaires jusqu'au levé du soleil, préconisait le bon comportement à l'égard des

prisonniers de guerre et empêchait ses fidèles de poursuivre l'ennemi en fuite. En Islam, il est interdit de détruire des forêts, voire d'arracher un arbre vivant pour des efforts de guerre..., voir *La voix de l'éloquence (Nahjol Balaghat)*, de l'Imam Ali.

60. Seyed Ali Khamenei, discours du nouvel an iranien, 20 mars 2006.

61. Mohammad Ahmadi Nejad, Discours devant l'Assemblée nationale de l'ONU, 17 septembre 2006.

62. Ali Larijani, Secrétaire du Conseil suprême de Sécurité nationale et haut négociateur iranien, 5 octobre 2007.

63. Israël ne possède pas même de programme nucléaire civil pour la production d'électricité, mais a pu développer un programme nucléaire militaire important. Si le Pakistan est devenu une puissance nucléaire militaire, ce n'est pas grâce à son réacteur, mais bien grâce à son usine d'enrichissement d'uranium. La Corée du Nord est dans le même cas. En ce qui concerne les cinq membres du Conseil de Sécurité, ils ont, tout d'abord, fabriqué des armes atomiques, avant de s'intéresser sérieusement à la production d'énergie nucléaire. Nader Barzin, Op. cit., p. 90.